

Gandrange exporte sa colère



Photo Maury GOLINI

Plus de 700 salariés de l'usine sidérurgique de Gandrange, dont ArcelorMittal veut fermer l'aciérie et le train à billettes avec 600 suppressions d'emplois à la clé, ont manifesté devant le siège du groupe à Luxembourg. Ils espèrent toujours obtenir un délai pour présenter un projet industriel alternatif. Et ont d'ores et déjà programmé une nouvelle manifestation le 9 février dans la vallée de l'Orne.

EN « RÉGION »

Gandrange poursuit la lutte

Un peu plus de 700 personnes, dont une majorité de salariés de Gandrange, sont venus défendre leur usine devant le siège d'ArcelorMittal, hier matin à Luxembourg. L'intersyndicale a obtenu un délai pour présenter son contre-projet industriel. Il en sera question lors du comité d'entreprise ce jour.

Is nous ont ouvert la route depuis Gandrange. On a passé tous les feux grâce aux motards de la gendarmerie. » Cette épouse d'un employé de l'usine de Gandrange n'en revient pas. La douzaine de bus partis vers 9 h de Gandrange a bénéficié d'une escorte jusqu'à l'avenue de la Liberté à Luxembourg où le château de l'ex-Arbed, aujourd'hui siège d'ArcelorMittal, était protégé comme une forteresse par un imposant service d'ordre.

Vers 10 h, les bus venus de Lorraine libèrent quelque 700 personnes. Une masse colorée avec badges, fanions, casquettes à l'effigie du syndicat. Elles s'agglutinent devant les barrières au son des cornes de brume, derrière des banderoles de l'intersyndicale CFDT-CGT-CFE/CGC appelant à sauver Gandrange et ses emplois. « *Mittal on est là, Gandrange vivra !* » reprennent en chœur les manifestants.

« Son argent de poche »

Les salariés reçoivent le renfort des délégués de Schifflange, l'aciérie luxembourgeoise, mais aussi d'usines du groupe en Belgique, Pologne, Roumanie. « *Pourquoi il reste une sidé au Luxembourg et qu'ils la font disparaître en Lorraine ?* » s'insurge Jean-Claude Trentecuisse, du syndicat OGPL de l'Ares à Rodange, ancien travailleur de Longwy qui a rejoint l'Arbed dans les années soixante-dix. « *C'est vrai, on ferme Gandrange et Mittal met 20 millions à Schifflange et on fera venir 400 000 t du site de Hambourg. C'est n'importe quoi...* »

Les élus lorrains accompagnent la manif. Les maires de



Photo Maury GOLINI

Gandrange, Vitry, Rombas, et d'autres communes, les députés Liebgott, Eckert, Filippetti sont là. « *Franchement qu'est-ce que c'est 30 millions d'euros de déficit à Gandrange ? C'est son argent de poche à Mittal !* », lâche, excédé, Luc Corradi, le maire de Vitry-sur-Orne. « *La manif est plutôt sage* », remarque un syndicaliste luxembourgeois qui se souvient des 2 000 salariés belges de Liège qui avaient fait du raffut il y a deux ans au même endroit.

La foule ne s'impatiente pas trop, alors que la rencontre intersyndicale-direction semble

durer. « *Bien sûr qu'il faut se battre. Je suis fier d'être présent ici. Je retrouve beaucoup d'anciens. Ils veulent que Gandrange continue. Il aurait pu y avoir davantage d'élus* » explique André, du laboratoire de l'usine, sidérurgiste depuis trente-six ans à Gandrange. « *Moi j'ai peur : Gandrange, pour Mittal ça doit être un confetti ! Il n'en a rien à faire* », s'inquiète Yves, un retraité justement.

Ton grave

12 h 10, la délégation syndicale revient. Le ton est grave. Le silence gagne la place. Pierre

Sutter, de la CFE/CGC, lit la déclaration de l'intersyndicale puis chaque délégué prend la parole. « *Ils nous donnent du temps pour présenter notre contre-projet* », lâche Jean-Michel Pourteau, le délégué CFE/CGC. « *On ne renonce pas. On a entrouvert une brèche* », lance Edouard Martin, de la CFDT. « *Il faut continuer la lutte, on appelle toute la vallée de l'Orne à manifester le samedi 9 février !* », annonce Jacky Misceli, de la CGT.

Acclamations de la foule avant la dispersion vers les bus. Un peu plus loin, un porte-parole de la direction approche

avec un communiqué laconique. « *Nous serons en mesure d'offrir une solution individuelle à chacun. Ce vendredi. (aujourd'hui, N.D.L.R) nous aurons des réunions formelles avec les représentants du personnel à Gandrange.* » On aimerait comprendre. Ce plan est suspendu ou maintenu ? « *Je crois qu'ils ont voulu calmer le jeu et pour que l'intersyndicale ne revienne pas bredouille. C'est diplomatique* », glisse un ancien qui se souvient des combats de naguère, « *quand on était 30 000 dans la rue à Longwy...* »

Bernard KRATZ.

Rencontre de chefs

Nicolas Sarkozy recevra « en tout début de semaine » à Paris, le PDG du groupe sidérurgique ArcelorMittal, Lakshmi Mittal, a annoncé hier son porte-parole David Martinon. Le chef de l'Etat « recevra également les organisations syndicales de l'usine Mittal de Moselle ». « Cette réunion de travail est préparée actuellement par des contacts avec l'entreprise et les différentes parties prenantes. »



Edouard Martin : « On ne renonce pas ».

Direction troublée

« C'était limite. On s'est retenu quand Gehrard Rentz a proféré quelques contre-vérités flagrantes. Il a attribué les ratés de la gestion du personnel à l'époque du rachat. C'est faux. » Jean-Michel Pourteau, délégué CFE/CGC, dessine l'ambiance tendue des 90 minutes d'entrevue avec Bernard Fontan, DRH (Directeur des ressources humaines) du groupe, Evie Roos, DRH des unités des aciers longs et Gerhard Rentz, patron des produits carbone longs Europe. Cela fait deux DRH pour un industriel. La balance penche déjà vers le traitement social du dossier. Mais l'intersyndicale s'est arc-boutée sur la viabilité industrielle de Gandrange. « On a demandé du temps pour réunir toutes les bonnes volontés et les experts afin de présenter un projet alternatif », assure Edouard Martin, de la CFDT. « Et ça compte. Surtout qu'on peut s'appuyer sur un soutien élargi des autres usines en Europe, des élus aussi », constate Gérard Loparelli, de la CGT. Ce dernier va jusqu'à relever « un certain trouble au sein de la direction qui n'appuie son plan que sur des raisons financières et non sur une logique industrielle. » Une faille que veulent exploiter les représentants du personnel et l'intersyndicale, aujourd'hui, lors du comité d'entreprise de Gandrange. L'objectif est bien de ne pas s'engager sur les questions sociales avant d'avoir obtenu gain de cause, et une marge de manœuvre pour présenter un contre-projet qui tienne la route. Enfin, ultime argument avancé par les syndicats : « Lakshmi Mittal semble très soucieux d'afficher une belle vitrine sociale et ne veut surtout pas écorner son image », confirme Edouard Martin.

En attendant, l'intersyndicale reprend l'initiative et propose une manifestation populaire, autour de Gandrange, rassemblant la population de la vallée de l'Orne le 9 février prochain.

B. K.

Paroles d'élus

Michel Liebgott (PS) député : « Et pourtant, depuis 10 ans on sentait que ça allait mieux, la sidérurgie en Lorraine. Cette usine de Gandrange, elle a du sens. Il faut créer le rapport de forces. Ils sont bien revenus sur le projet Apollo de Florange. »

Lionel Fournier, conseiller régional PS : « Nous sommes venus défendre le vaisseau amiral des aciers longs en Lorraine. Quand je pense que Rombas et Gandrange employaient 15 000 personnes il y a 30 ans. La vallée de l'Orne a perdu 33 000 emplois pendant ces années. »

Jean-Marc Todeschini, sénateur PS : « Le géant mondial a décidé de supprimer 600 emplois directs à Gandrange alors que l'actionnaire majoritaire, le milliardaire indien Mittal, va percevoir pour cette seule année des dividendes records de 637 millions d'euros. Le gouvernement accèdera-t-il à la demande unanime des salariés et des élus d'exiger de monsieur Mittal le gel des décisions de suppressions d'emplois à Gandrange ? »

Commune d'Audun-le-Tiche : « Le maire et les élus apportent leur soutien aux salariés de l'usine de Gandrange et seront attentifs aux réponses qu'apporteront tant le groupe Mittal que le gouvernement de ce conflit. »

François Grosdidier, député UMP président de l'UMP Moselle, dans une note au président de la République : « La décision de Lakshmi Mittal paraît économiquement irrationnelle. Avant d'envisager toute discussion sur les reclassements, les Lorrains attendent une intervention auprès de M. Mittal pour qu'il reconsidère sa décision. Cette fermeture est un non-sens écologique car la filière électrique produit 10 fois moins de CO2 que la filière fonte. Elle est aussi un non-sens économique au regard de l'approvisionnement. Cette décision de fermer l'aciérie de Gandrange et son TAB, le plus puissant d'Europe, est incompréhensible. »